

MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

ACCORD CADRE A BON DE COMMANDE

PROCÉDURE ADAPTÉE

Conservatoire d'espaces naturels Rhône-Alpes

La maison forte

2, rue des Vallières

69390 VOURLES - FRANCE

<p>TRAVAUX MANUELS DE GESTION ECOLOGIQUE - AIN REGION AUVERGNE RHÔNE-ALPES</p>

052022TRMAN921

Règlement de Consultation (RC)

Date et heure limite de réception des offres

7 juin 2022 à 12h00

MARCHE PUBLIC DE PRESTATIONS DE SERVICES

ACCORD CADRE A BON DE COMMANDE

Pouvoir adjudicateur

Conservatoire d'Espaces Naturels Rhône-Alpes
2 rue des Vallières
La Maison Forte
69390 VOURLES
Téléphone : 04 72 31 84 50
Télécopie : 04 72 31 84 59
<https://www.cen-rhonealpes.fr/>

Maître d'ouvrage

Conservatoire d'Espaces Naturels Rhône-Alpes

Maître d'œuvre

Conservatoire d'Espaces Naturels Rhône-Alpes
Pour l'ensemble des lots le maître d'œuvre est le CEN. Il assurera l'encadrement des chantiers et sera le référent pour le prestataire.

Objet de l'accord cadre

Réalisation de travaux manuels de gestion écologique sur des sites gérés par le CEN RA dans le département de l'Ain

Procédure de passation

Accord cadre à bon de commande. Marché passé en procédure adaptée en application du code de la commande publique.

Montant minimum et maximum

Pour l'ensemble de l'accord cadre :

- le montant minimum est de 35000 euros TTC
- le montant maximum est de 150 000 euros TTC

Les montants indiqués sont estimatifs. La quantité minimum et maximum par lot et par année est indiquée dans le CCTP pour chaque lot.

Personne compétente pour la signature du présent marché

Monsieur Jean-Yves Chetaille, président du CEN Rhône-Alpes *ou* son représentant dûment habilité

Date limite de réception des offres

7 juin 2022 à 12h00

Personne responsable de la consultation au sein du CEN :

Damien Grima – damien.grima@cen-rhonealpes.fr

Référent technique

Pour cette consultation, toutes les questions techniques devront être adressées au **responsable technique du territoire concerné**.

Territoire	Nom du responsable technique	Mail
Bresse	Sébastien NEGEL	sebastien.negel@cen-rhonealpes.fr
Bugey	Benjamin DUTREIGE	benjamin.dutreige@cen-rhonealpes.fr
Bugey Sud	Benjamin DUTREIGE	benjamin.dutreige@cen-rhonealpes.fr
Dombes	Benjamin DUTREIGE	benjamin.dutreige@cen-rhonealpes.fr
Pays de Gex	Leo LAGNIER	leo.lagnier@cen-rhonealpes.fr
Plaine de l'Ain	Benjamin DUTREIGE	benjamin.dutreige@cen-rhonealpes.fr
Val de Saône	Sébastien NEGEL	sebastien.negel@cen-rhonealpes.fr

Visite préalable des sites

Une visite **obligatoire** des sites est prévue pour chaque territoire :

- **Bugey sud (lot 8 à 11), la plaine de l'Ain (lot 22) et la Dombes, (lot 12):**
 - Visite le **25 mai**.
 - Le lieu de rendez-vous: à la **mairie de Villebois à 8h**.
- **Pays de Gex (lots 13 à 22),**
 - Visite aura lieu le **23 mai**
 - Lieu de rendez-vous : sud du **marais de Fenières à 13h30**.
- **Bresse (lot1), Bugey (lot 2 à 7), Val de Saône (lots 24,25):**
 - Visite le mardi **31 mai**
 - Lieu de rendez-vous : **mairie de Boz (01 057) pour 8h**.

Cette visite permettra au maître d'œuvre de présenter le chantier plus en détail, notamment les accès et les différents zonages. Elle permettra, en outre, à l'entrepreneur de pouvoir apprécier correctement l'ampleur des travaux, la nature du sol, les accès, etc.

Sommaire

Article 1 : Objet et étendue de la consultation	4
1.1 - Objet de la consultation	4
1.2 – Nom et adresse du maître d’ouvrage – Pouvoir adjudicateur	4
1.3 - Etendue de la consultation	4
1.4 - Décomposition de la consultation	4
1.5 - Conditions de participation des concurrents	5
1.6 - Nomenclature communautaire	5
Article 2 : Conditions de la consultation	5
2.1 - Variantes et Options	6
2.1.1 - Variantes	6
2.1.2 – Prestation supplémentaire éventuelle (PSE)	6
2.2 - Délai de validité des offres	6
2.3 - Mode de règlement du marché et modalités de financement	6
2.4 – Négociation	6
2.5 – Indemnités	6
Article 3 : Contenu des documents de la consultation	6
Article 4 : Retrait du dossier de consultation	6
Article 5 : Présentation des candidatures et des offres	7
5.1 Dossier de candidature :	7
5.2 Documents relatifs à l’offre :	8
Article 6 : Analyse des candidatures et jugement des offres	8
6.1 Analyse des candidatures	8
6.2 Jugement des offres	9
Article 7 : Modalités d’attribution du marché	10
Article 8 : Conditions d’envoi ou de remise des plis	10
Article 9 : Renseignements complémentaires	11
9.1 - Demande de renseignements	11
9.2 - Documents complémentaires	11
9.3 - Visites sur sites et/ou consultations sur place	11

Article 1 : Objet et étendue de la consultation

1.1 - Objet de la consultation

La présente consultation concerne un accord cadre à bon de commande pour la réalisation de travaux manuels de gestion écologique sur des sites gérés par le CEN RA dans le département de l'Ain

Lieu(x) d'exécution : La prestation sera réalisée dans le département de l'Ain, sur le territoire de la région Auvergne – Rhône – Alpes et dans les locaux du titulaire.

Les spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

1.2 – Nom et adresse du maître d'ouvrage – Pouvoir adjudicateur

CEN RA
Conservatoire d'espaces naturels Rhône-Alpes
La maison forte
2, rue des Vallières
69390 VOURLES

1.3 - Etendue de la consultation

La consultation se déroule en application de la procédure adaptée du code de la commande publique. Il s'agit d'un accord cadre à bon de commande d'une durée de 4 ans, dont les montants minimums et maximums estimatifs pour **l'ensemble de la durée de l'accord cadre** sont les suivants :

- le montant minimum est de 35000 euros TTC
- le montant maximum est de 150000 euros TTC

Les montants indiqués sont estimatifs. La quantité estimative minimum et maximum par lot et par année est indiquée dans le CCTP pour chaque lot.

1.4 - Décomposition de la consultation

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches

L'accord cadre est dévolu en 25 lots, de la manière suivante :

N° Lot	Nom du lot	Site concerné
	BRESSE	
1	Fauche d'herbacée Bizadan	Marais de l'étang de Bizadan
	BUGEY	
2	Arrachage balsamine Sylan	ENS Lac de Sylan
3	Fauche herbacées et gestion des ligneux Belloire	Marais tufeux de la Belloire
4	Fauche herbacées et gestion des ligneux Nantua	Clairière du plateau de Nantua
5	Arrachage solidage et Fauche herbacées Grand Pré	Marais du Grand Pré
6	Fauche herbacées Perruche	Clairières sur Perruche
7	Gestion des ligneux Echallon	Clairière des coteaux d'Echallon
	BUGEY SUD	
8	Arrachage solidage et fauche herbacées Montbreyzieu et Armaille	Marais de Montbreyzieu et Lac d'Armaille
9	Arrachage renouée Montbreyzieu	Marais de Montbreyzieu
10	Arrachage solidage Crotel	Tourbière du lac de Crotel
11	Gestion des ligneux Chailloux, Milieu et Cerin	Lac Chailloux, Lac de Milieu, Combe de Cerin
	DOMBES	
12	Arrachage solidage Echets	Marais des Echets
	PAYS DE GEX	
13	Arrachage et fauche Prodon/Bidonnes/Broues/Faizin/Flon	ENS Marais de Prodon, Marais des Bidonnes, tourbière des Broues Marais de Faizin et source du Flon
14	Arrachage solidage Fenières	Marais de Fenières
15	Arrachage Renoué Prodon	ENS Marais de Prodon
16	Fauche herbacées Fenières	Marais de Fenières
17	Fauche herbacées Broues	ENS Tourbière des Broues
18	Gestion des ligneux Faizin	Marais de Faizin
19	Gestion des ligneux Brou	ENS Tourbière des Brou
20	Gestion des ligneux Fenières	Marais de Fenières
21	Bâchage de solidage Fenières	Marais de Fenières

	PLAINE DE L'AIN	
22	Arrachage Renouée Meules	ENS Carrière des meules
	REVERMONT	
23	Arrachage Renouée Corveissiat	Grotte et reculée de Corveissiat
	VAL DE SAONE	
24	Arrachage solidage et Fauche d'herbacées Oignons	Tourbière des Oignons
25	Gestion ligneux Oignons	Tourbière des Oignons

1.5 - Conditions de participation des concurrents

Il est interdit aux candidats de présenter des offres variables selon le nombre de lots susceptibles d'être obtenus.

Les candidats peuvent soumissionner pour un seul lot, plusieurs lots ou tous les lots.

Les lots restent des unités autonomes exécutées séparément.

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt et fournir une déclaration de sous-traitance (imprimé DC4) pour chacun d'entre eux. Elle devra également indiquer les prestations (et leur montant) dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants qui l'exécuteront à la place du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire du marché.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- En qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ;
- En qualité de membres de plusieurs groupements.

Dans le cas où plusieurs lots seraient attribués à un même soumissionnaire, un seul acte d'engagement pour l'ensemble des lots sera signé.

1.6 - Nomenclature communautaire

La ou les classifications principales et complémentaires conformes au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) sont :

Classification principale
77211300-5 service de défrichement
77314000-4 service d'entretien de terrain

Article 2 : Conditions de la consultation

2.1– Durée de l'accord cadre

Le présent accord cadre est conclu pour une durée de 4 ans.

2.2 Variantes et Options

Aucune variante n'est autorisée et aucune prestation supplémentaire ou alternative est prévue

2.3- Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 120 jours à compter de la date limite de réception des offres.

2.4- Mode de règlement du marché et modalités de financement

Les prestations faisant l'objet de cette consultation seront financées sur les ressources du CEN RA, provenant principalement de fonds publics.

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché, seront payées dans un délai global de 45 jours fin de mois à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

2.5– Négociation

Une phase de négociation (non obligatoire) est prévue avec les candidats les mieux classés et respectera les principes affirmés à l'article 1 de l'ordonnance du 23 juillet 2015, notamment le principe d'égalité de traitement entre les candidats. La négociation sera menée avec les 3 meilleurs candidats au minimum. La négociation pourra porter entre-autres sur le prix, la qualité, la quantité, les particularités administratives, techniques et financières faisant l'objet du marché.

A l'issue de cette négociation, un nouveau classement des offres sera alors établi et deviendra définitif. La négociation ne modifiera pas l'objet du marché sur ses caractéristiques essentielles et en cas d'adaptation, elles seront mineures et seront présentées à l'ensemble des candidats.

La présente procédure pourra donner lieu à négociation après remise des offres par les entreprises, cependant le marché pourra également être attribué sur la base des offres initiales sans négociation.

2.6– Indemnités

Il n'est pas prévu de primes versées aux candidats.

Article 3 : Contenu des documents de la consultation

Les documents de la consultation comprennent les pièces suivantes :

- Le présent règlement de consultation (R.C)
- L'acte d'engagement (A.E.)
- Le cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.)
- Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) et ses annexes
- Le bordereau de prix unitaire (B.P.U)
- Le devis quantitatif estimatif (D.Q.E)
- Les formulaires DC1, DC2 et DC4

Article 4 : Retrait du dossier de consultation

Les documents de la consultation sont remis gratuitement à chaque candidat en un seul exemplaire. Les candidats ont la possibilité de retirer les documents de la consultation par voie électronique via le site <https://www.cen-rhonealpes.fr/consultation-des-entreprises/> ainsi que sur le profil d'acheteur, accessible via la plateforme dématérialisée : www.e-marchespublics.com

Article 5 : Visite des sites

Une visite **obligatoire** des sites est prévue pour chaque territoire :

- **Bugey sud (lot 8 à 11), la plaine de l'Ain (lot 22) et la Dombes, (lot 12):**
 - Visite le **25 mai**.
 - Le lieu de rendez-vous: à la **mairie de Villebois à 8h**.
- **Pays de Gex (lots 13 à 22),**
 - Visite aura lieu le **23 mai**
 - Lieu de rendez-vous : sud du **marais de Fenières à 13h30**.
- **Bresse (lot1), Bugey (lot 2 à 7), Val de Saône (lots 24,25):**
 - Visite le mardi **31 mai**
 - Lieu de rendez-vous : **mairie de Boz (01 057) pour 8h**.

Cette visite permettra au maître d'œuvre de présenter le chantier plus en détail, notamment les accès et les différents zonages. Elle permettra, en outre, à l'entrepreneur de pouvoir apprécier correctement l'ampleur des travaux, la nature du sol, les accès, etc.

Article 6 : Présentation des candidatures et des offres

Les offres des concurrents seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO. Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes, datées et signées.

Le pouvoir adjudicateur conclura l'accord cadre dans l'unité monétaire suivante : euro

6.1. Documents relatifs à l'offre

Il est demandé au candidat de fournir les documents suivants, en précisant à quel lot les documents correspondent:

- Le **Bordereau des prix Unitaires** (B.P.U) selon le format fourni.
- Le **Devis Quantitatif Estimatif** (D.Q.E) selon le fichier fourni, en explicitant le montant journalier des prestations et le nombre de jours consacrés à chaque opération. Les montants devront figurer en HT et TTC. Daté et signé. Le DQE sera rempli à la suite de la visite obligatoire des sites. Le CEN fournira lors de la visite les éléments de surface estimative à traiter et les conditions spécifiques de chaque site, permettant au candidat de réaliser son DQE.
- **Un mémoire** technique permettant d'apprécier la valeur technique de l'offre auquel le candidat

souhaite soumissionner. Il comprendra :

- Moyens humains (CV individuel de l'ensemble des personnes amenés à intervenir ou à encadrer au cours de la prestation) et matériels affectés à l'opération
- Méthodologie définissant les procédés d'exécution des différentes tâches faisant l'objet du lot concerné
- **Le cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.)** : cahier ci-joint à accepter sans aucune modification daté et signé
- **Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.)** et ses documents annexés, cahier ci-joint à accepter sans aucune modification daté et signé

L' Acte d'engagement (ATTRI1): La signature de l'acte d'engagement **n'est pas requise au stade de remise des offres**. Elle sera demandée à l'attributaire du marché uniquement.

6.2. Dossier de candidature

Les candidats doivent utiliser les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat) pour présenter leur candidature. Ces documents sont également disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr. Ils contiendront les éléments indiqués ci-dessous.

- **Le formulaire DC1** rempli en intégralité et daté
- **Le formulaire DC2**, complété des éléments suivant :
 - **Situation juridique :**
 - Inscription sur un registre professionnel
 - Si l'entreprise est en redressement judiciaire, la copie du ou des jugements prononcés à cet effet,
 - Une déclaration sur l'honneur, dûment datée et signée du candidat, pour justifier qu'il n'entre dans aucune des interdictions de soumissionner aux marchés publics visés
 - **Capacité économique et financière :**
 - Une déclaration concernant le chiffre d'affaires global et la part du chiffre d'affaires concernant les prestations faisant l'objet du marché réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles
 - La preuve d'une assurance pour les risques professionnels,
 - **Capacité technique :**
 - Les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement
 - Une liste des prestations exécutées au cours des trois dernières années représentant des références adéquates à l'objet du marché, appuyée d'attestations de bonne exécution pour les plus importantes. Ces attestations indiquent le montant, l'époque et le lieu d'exécution des prestations et précisent s'ils ont été menés régulièrement à bonne fin,
 - Une déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de marchés de même nature.

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant l'opérateur économique que ceux exigés des candidats par le Pouvoir Adjudicateur ainsi qu'un engagement écrit de celui-ci.

- **Un extrait Kbis** datant de moins de 3 mois,
- **Les attestations de régularité fiscale** et sociales du candidat datant de moins de 6 mois,

NOTA :

Avant de procéder à l'examen des candidatures, si le pouvoir adjudicateur constate que les pièces visées ci-dessus sont manquantes ou incomplètes, il peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai qui ne peut être supérieur à 6 jours. Le pouvoir adjudicateur informe les autres candidats qui ont la possibilité de compléter leur candidature dans le même délai.

NOTA :

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer aux bénéfices de l'avance forfaitaire prévue à l'article 8.1.1 du cahier des clauses administratives particulières, ils doivent le préciser à l'article B4 de l'acte d'engagement.

Article 7 : Analyse des candidatures et jugement des offres

7.1. Analyse des candidatures

La sélection des candidatures et le jugement des offres seront effectués dans le respect des principes fondamentaux de la commande publique.

Les offres des candidats qui n'ont pas la qualité pour présenter une offre ou dont les qualités professionnelles et financières sont insuffisantes seront écartées.

7.2. Jugement des offres

Les lots restent des unités autonomes exécutées séparément. Les offres seront examinées lot par lot.

Les offres devront être conformes aux prescriptions du Cahier des Clauses Techniques Particulières.

Sur la base de critères ci-dessous énoncés, le représentant du pouvoir adjudicateur choisit l'offre économiquement la plus avantageuse.

Le représentant du pouvoir adjudicateur peut en accord avec le candidat retenu procéder à une mise au point des composantes du marché sans que ces modifications puissent remettre en cause les caractéristiques substantielles notamment financières du marché.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont indiqués ci-dessous et pondérés de la manière suivante :

- **Valeur technique : 60%**
 - Moyens techniques spécifiquement dédiés pour l'exécution de l'accord cadre (20%)
 - Qualification, référence et capacité financière (20%)
 - Qualité des méthodologies mise en œuvre (20%)
- **Prix des prestations, apprécié au regard du devis quantitatif estimatif (DQE) : 40%**

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats retenus produisent les certificats et attestations des articles 50 à 54 du décret d'application n°2016-360 du 25 mars 2016 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 10 jours.

Le cas échéant, le CEN RA se réserve le droit d'organiser des auditions afin d'évaluer au mieux les offres des différents candidats.

Article 8 : Modalités d'attribution de l'accord cadre

L'acte d'engagement signé par les deux parties formalise l'accord-cadre conclu.

L'émission du ou des bons de commande vaut exécution du marché selon les stipulations du cahier des clauses techniques particulières et déterminera les quantités et les délais d'exécution.

Les bons de commande sont émis généralement chaque année, en fonction de l'expression des besoins de l'acheteur. Le montant unitaire sera basé sur le bordereau des prix unitaires selon l'année correspondante. Les volumes de commande (nombre de jours total) lors de l'expression du besoin seront basés sur le rapport entre la surface à traiter et le nombre de jours "homme" nécessaire sur la base de l'estimation réalisée à travers le DQE (rapport surface à traiter/jour homme nécessaire).

Article 9 : Conditions d'envoi ou de remise des plis

Les candidats doivent déposer **obligatoirement** leur offre, par voie électronique à l'adresse mail de la personne référente avec copie au secrétariat. Il sera rappelé pour objet du mail, le numéro du marché concerné : 052022TRMAN921 ainsi que le(s) numéro(s) du/des lots concerné(s).

Référent	Secrétariat
Damien Grima damien.grima@cen-rhonealpes.fr	antenne01@mail.cenrhonealpes.org

ou sur la plateforme suivante :

<https://www.e-marchespublics.com/>

Au plus tard le 7 juin 2022 à 12 heures

L'envoi d'une copie de sauvegarde est autorisé : elle peut être uniquement sur support physique électronique.

Elle doit être déposée à l'adresse suivante : CEN RA – La maison forte – 2, rue des Vallières –
- 69390 VOURLES – France au plus tard le 22 avril 2020 à 12 heures. Ces délais d'acheminement doivent être respectés sous peine d'irrecevabilité de l'envoi. Le candidat mentionnera sur l'enveloppe de son document : « copie de sauvegarde – candidature/offre dématérialisée ».

La liste exhaustive des formats autorisés pour la transmission des plis est la suivante : zip, pdf, doc, et xls.

Les candidatures et les offres transmises par voie électronique doivent être envoyées dans des conditions qui permettent d'authentifier la signature du candidat.

Pour répondre à la présente consultation, les certificats de signature électronique acceptés sont d'une qualité de sécurité de niveau 2 minimum. Il est recommandé aux candidats d'avoir recours aux certificats référencés par le ministère des finances (liste consultable sur le site <http://www.minefi.gouv.fr> rubrique « vie des entreprises, nouvelles technologies, télé-procédure, utilisation de certificats numériques »).

Tout document contenant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Le candidat concerné en sera informé. Il est donc conseillé aux candidats de soumettre leurs documents à un anti-virus avant l'envoi. Dans ce contexte, la copie de sauvegarde se substitue automatiquement à l'envoi dématérialisé, sous réserve d'avoir été réceptionnée dans les délais requis.

Article 10 : Renseignements complémentaires

Demande de renseignements

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires techniques qui leur seraient nécessaires, les candidats devront faire parvenir, **au plus tard le 1er juin 2022 à 12 heures**, une demande écrite sur la plateforme : <https://www.e-marchespublics.com/> ou par mail aux adresses indiquées ci-dessous :

Territoire	Nom du responsable technique	Mail
Bresse	Sébastien NEGEL	sebastien.negel@cen-rhonealpes.fr
Bugey	Benjamin DUTREIGE	benjamin.dutreige@cen-rhonealpes.fr
Bugey Sud	Benjamin DUTREIGE	benjamin.dutreige@cen-rhonealpes.fr
Dombes	Benjamin DUTREIGE	benjamin.dutreige@cen-rhonealpes.fr
Pays de Gex	Leo LAGNIER	leo.lagnier@cen-rhonealpes.fr
Plaine de l'Ain	Benjamin DUTREIGE	benjamin.dutreige@cen-rhonealpes.fr
Val de Saône	Sébastien NEGEL	sebastien.negel@cen-rhonealpes.fr

Une réponse sera alors déposée sur la plateforme : <https://www.e-marchespublics.com/> à toutes les entreprises ayant retiré le dossier au plus tard le 3 juin 2022 à 17 heures.

Documents complémentaires

Les documents complémentaires au cahier des charges sont communiqués aux concurrents dans les 3 jours qui suivent la réception de leur demande.